

## FRANCE

# Une rentrée anticipée pour une récession annoncée

Six membres du gouvernement français ont dû, sur convocation de leur chef, François Fillon, interrompre brutalement leur congé pour tenir, hier après-midi, une réunion de crise (même si l'emploi du terme crise est évité) face aux craintes de récession que suggèrent les derniers chiffres de l'INSEE (Institut national de la statistique).

De notre bureau de Paris, Khadidja Baba-Ahmed

Un véritable branle-bas de combat secoue aujourd'hui la France, même si elle ne se trouve pas seule dans cette conjoncture, les autres pays de la zone euro n'étant pas en reste, sauf que beaucoup d'entre eux ont plus de marge de manœuvre pour trouver une parade. Le PIB (produit intérieur brut) de la France a reculé de 0,3% au deuxième trimestre 2008, alors qu'il était attendu par les prévisionnistes officiels une légère hausse. Même si la Banque de France s'est empressée hier de publier un communiqué dans lequel elle estime que le PIB ne connaîtra pas encore de recul au troisième trimestre 2008 et qu'elle attend au contraire une légère hausse, évitant ainsi la récession, les autres indicateurs en sa possession ne sont pourtant pas des plus optimistes : l'indice sur le climat des affaires a baissé de trois points, traduisant ainsi une réduction

sensible de l'activité industrielle ; le niveau des carnets de commandes a baissé et le taux d'utilisation des capacités de production a accusé lui aussi un fléchissement.

Face à cette hécatombe, Christine Lagarde, la ministre de l'Economie qui considère que ce sont des chiffres auxquels on s'attendait et qui ne sont pas bons, estime «qu'il serait totalement inexact de parler de récession» mais justifie cependant ces résultats par «le contexte international, les augmentations du cours des matières premières, l'affaiblissement du dollar et l'inflation».

Nul ne peut en effet contester qu'en partie, ces mauvais chiffres résultent de la conjoncture internationale : la crise des subprimes aux Etats-Unis a eu ses prolongements dans l'Hexagone avec la baisse des prix de l'immobilier et un ralentissement de l'activité du secteur pourvoyeur d'emplois ; la hausse du prix du pétrole aurait engendré une ponction non négligeable du PIB et rogné

sur le pouvoir d'achat moyen ; enfin, même si la hausse du cours de l'euro a permis d'atténuer l'envolée des produits pétroliers et des matières premières, cette hausse de la monnaie européenne a tout de même creusé le déficit du commerce extérieur français et en a réduit l'activité. Mais est-ce à dire que le gouvernement n'est pour rien dans la crise qui est là ? Sûrement pas, répond l'opposition.

## Supprimer le cadeau fiscal aux nantis, suggère la gauche

Pour Laurent Fabius, qui s'exprimait hier sur RTL, «il y a bien sûr un risque de récession». Si l'ancien Premier ministre socialiste n'incombe pas toute la situation à Sarkozy, la conjoncture internationale ayant participé à ces résultats, il reproche cependant au chef de l'Etat «d'avoir dilapidé tout ce qu'on avait. On est en difficulté plus que les autres pays européens, notamment parce que, budgétairement, on a gaspillé tous nos moyens». Et de suggérer au gouvernement «d'annuler une partie du paquet fiscal pour faire face à la crise». Pour rappel, l'essentiel du paquet fiscal, mesure prise par Sarkozy en 2007, dès son accession au pouvoir, a concerné les catégories sociales privilégiées

qui ont bénéficié de la quasi-suppression des droits de succession et pour beaucoup de la suppression de l'impôt sur la fortune (ISF).

Ce cadeau fait aux plus nantis a non seulement eu peu d'impact sur la croissance, les bénéficiaires n'ayant pas consommé, mais qui plus est, a creusé le déficit public, objet de toutes les récriminations des autorités européennes envers l'Hexagone. Tout comme Fabius, Michel Sapin, secrétaire national PS à l'Economie, estime que le gouvernement a fait preuve d'aveuglement et a «affaibli les finances publiques l'été dernier en faisant voter le paquet fiscal», même si cet ancien ministre PS de l'Economie reconnaît qu'il n'y a pas au sens strict du terme récession, celle-ci devant faire suite à deux trimestres successifs de croissance négative. Il faudra à François Fillon et aux six ministres qui l'entourent en conclave (économie, industrie et consommation, budget, emploi, PME, commerce extérieur) beaucoup d'imagination pour trouver des solutions à une situation des plus difficiles, et qui ne laissera aucun répit au gouvernement français, appelé à plancher avant le coup de sifflet de la rentrée.

K. B.-A.

## Après Musharraf, plusieurs pays continueront à travailler avec le Pakistan

Plusieurs pays ont annoncé hier leur intention de continuer à travailler avec le Pakistan après la démission du président Pervez Musharraf, tout en appelant Islamabad à respecter la démocratie afin de garantir la stabilité du pays.

«Le président (George W.) Bush s'engage pour un Pakistan fort qui continue ses efforts pour renforcer la démocratie et le combat contre le terrorisme», a indiqué un porte-parole de la Maison-Blanche, Gordon Johndroe, dans un communiqué. La secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice avait auparavant assuré que les Etats-Unis continueraient «à travailler avec le gouvernement pakistanais» alors que la Grande-Bretagne a déclaré que ses relations avec le Pakistan ne «dépendaient pas d'un individu».

«Nous allons continuer à travailler avec le gouvernement pakistanais», a affirmé pour sa part le porte-parole de la présidence afghane, estimant que cette collaboration était nécessaire à la lutte contre le terrorisme, «un sérieux défi pour les deux pays».

Beaucoup espèrent, comme Moscou, que la démission de M. Musharraf n'aura pas de «conséquences négatives» sur la «stabilité»

du pays et que la situation «ne sortira pas des limites du cadre constitutionnel», selon le ministre russe des Affaires étrangères.

Dans cette optique, les Etats-Unis soutiennent «fortement le gouvernement civil élu démocratiquement dans son désir de moderniser le Pakistan et de bâtir des institutions démocratiques», a dit Mme Rice, en exhortant les dirigeants politiques «à redoubler d'attention sur l'avenir du Pakistan et ses besoins les plus urgents», comme l'extrémisme grandissant, la pénurie alimentaire et énergétique et la stabilité économique.

Estimant que la démission de M. Musharraf refermait une «période cruciale» de l'histoire du Pakistan, le chef de la diplomatie britannique, David Miliband, a aussi jugé «essentiel» que le pays dispose d'un «gouvernement fort et démocratique».

Dans le même esprit, Paris a appelé Islamabad «à respecter le cadre constitutionnel et l'Etat de droit», afin «de relever les nombreux défis que doit affronter le Pakistan», a déclaré un porte-parole du ministère des Affaires étrangères.

Un souhait manifesté par le ministre des Affaires étrangères afghan, qui soutient «le principe d'un Pakistan stable et démocratique, fondé sur le règne de la loi».

Le gouvernement allemand a également exprimé la volonté que le futur président pakistanais contribue à la stabilité en Afghanistan, «l'équilibre de paix avec les voisins et la détermination à lutter contre le terrorisme dans toutes ses formes» étant d'une importance décisive.

Plusieurs pays ont rendu hommage au président Musharraf, «un ami des Etats-Unis et l'un des partenaires du monde les plus engagés dans la guerre contre le terrorisme et l'extrémisme», selon Mme Rice.

David Miliband a, lui, salué le combat de l'ancien général dans sa lutte contre le terrorisme, la corruption et en faveur du dialogue avec Delhi, même si, a-t-il remarqué, le Pakistan a besoin «d'institutions fortes plutôt que d'individus forts». D'autres pays, comme le voisin et rival du Pakistan, l'Inde, et la Commission européenne, ont estimé qu'il s'agissait d'une «affaire intérieure» au Pakistan.

La démission de Musharraf «venge» en tout cas l'assassinat de l'ex-Premier ministre Benazir Bhutto, tuée dans un attentat suicide fin décembre 2007, a estimé le fils de la défunte, Bilawal Bhutto Zardari.

«Après le martyre de ma mère, j'avais dit que la démocratie serait la meilleure vengeance, en voici aujourd'hui la preuve», a-t-il déclaré.

## MAURITANIE

## 41 partis sur 59 créent une coordination de soutien au putsch

Quarante et un partis politiques sur les 59 de Mauritanie ont annoncé hier à Nouakchott la création d'une «coordination pour le soutien» au coup d'Etat militaire du 6 août qui avait renversé le premier président démocratiquement élu du pays, Sidi Ould Cheikh Abdallahi.

«Le soutien sans faille que nous apportons au mouvement de rectification du 6 août est dicté par la nécessité de préserver la stabilité du pays et ses institutions démocratiques», a déclaré le secrétaire général du Parti républicain pour la démocratie et le renouveau (PRDR), Sidi Mohamed Ould Mohamed Vall, lors de la réunion constitutive.

«Nous voulons faire comprendre à l'opinion nationale et internationale les raisons du changement du 6 août qui était vital pour la Mauritanie et pour le maintien de sa démocratie et de son pluralisme», a-t-il ajouté.

La coordination réunit les principaux partis représentés au Parlement dont le PRDR, le Rassemblement des forces démocratiques (RFD), l'Union pour la démocratie et le progrès (UDP) et le Renouveau démocratique, qui disposent d'une majorité d'élus à l'Assemblée nationale et au Sénat.

La semaine dernière, plus des deux tiers des parlementaires (107 sur 151) avaient déjà affiché leur soutien clair au putsch, tout comme 191 maires sur les 216 du pays.

Dimanche, 26 parlementaires ont démissionné du parti du président renversé et annoncé leur ralliement aux putschistes.

De leur côté, 19 parlementaires (sur 151) avaient lancé samedi une initiative «parlementaire pour la défense de la démocratie» et le retour au pouvoir du président destitué par les militaires.

Le coup d'Etat avait été mené par le général Mohamed Ould Abdel Aziz, ancien chef de la Garde présidentielle. Ce dernier a nommé jeudi, au poste de Premier ministre, Moulaye Ould Mohamed Laghdaf, actuel ambassadeur de Mauritanie à Bruxelles, et l'a chargé de former un «gouvernement de transition».

## L'Italie accorde une aide alimentaire de 2 millions d'euros aux réfugiés sahraouis

L'Italie a accordé une aide alimentaire de deux millions d'euros aux réfugiés sahraouis des camps de Tindouf (Sahara algérien) à travers le Programme alimentaire mondial (PAM), a annoncé hier le Croissant-Rouge sahraoui (CRS).

Cette aide intervient au moment où plus de «158 000 réfugiés sahraouis souffrent d'un manque considérable en produits alimentaires de grande consommation, en raison des retards récurrents dans l'acheminement des aides alimentaires et l'épuisement du stock des produits de première nécessité», a précisé le CRS.

Le CRS a également déploré «des taux alarmants» de malnutrition et d'anémie chez les enfants et les femmes.

Selon une étude conduite en avril 2008, 18,02 % des enfants sahraouis âgés de moins de 5 ans souffrent de malnutrition grave et 31,4 % de malnutrition chronique, alors que l'anémie touche 61 % des enfants, 66 % des femmes enceintes et 61 % des femmes en âge de procréation.